NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin SNCF – secteur Strasbourg 26 octobre 2026

Le racisme tue et la répression mutile en défense des intérêts du Medef. Le mouvement continue : construisons la grève dans les entreprises

L'attentat raciste de Trappes a coûté la vie à un homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, et blessé cinq personnes dont une fillette de 12 ans qui se bat pour survivre. La tristesse est immense, mais aussi la rage et la colère. Cette tuerie a visé des quartiers populaires qui sont, comme beaucoup d'autres, la cible de discours racistes qui cherchent à dénigrer et diviser les travailleurs et les travailleuses qui font tourner ce pays. Bardella avait qualifié Trappes de « capitale européenne du Jihad ». Le Pen, Retailleau et les macronistes vomissent jour et nuit sur les chaînes des milliardaires leur haine islamophobe qui attise les divisions identitaires pour mieux protéger leur système de relégation sociale et d'exploitation. Et cette haine n'a même pas eu la décence de se taire depuis vendredi, Macron n'ayant même pas appelé ce meurtre par son nom : un attentat raciste et islamophobe.

Ce sont ces politiques racistes parce qu'anti-ouvrières qui ont armé le tireur de Trappes. Deux poids, deux mesures : c'est l'idéologie de cette société à deux vitesses que la jeunesse rejette depuis maintenant plus d'un mois. Le mouvement lycéen, parti des anciennes colonies de Mayotte, des Antilles et des banlieues ouvrières de la capitale, ne connaît aucune trêve malgré les vacances scolaires. Les menaces de Macron et Nuñez n'y ont rien fait : la jeunesse, rejointe par des centaines de milliers de travailleurs, était aussi nombreuse le 24 octobre que le 17, malgré les atermoiements des directions syndicales à contester les interdictions de manifester.

Le pouvoir n'avait pas lésiné : rassemblements interdits dans des agglomérations entières comme à Lyon, parcours imposés, déploiement de blindés « centaures » et autres canons à eau. Les flics ne se sont pas privés d'utiliser leur arsenal de guerre contre les manifestants et ils ont encore mutilé et éborgné. Des groupes d'extrême droite adeptes du coup de poing, satellites du RN « cravaté », ont tenu à apporter leur contribution au « maintien de l'ordre » dans une vingtaine de villes en attaquant les cortèges avant de se retrancher derrière les lignes de CRS complices.

Le gouvernement, comme le RN, prétend défendre les libertés démocratiques comme le droit de manifester ou le droit de grève y compris pour la jeunesse scolarisée… jusqu'à ce que les travailleurs s'en servent !

Ce mouvement montre bien qu'il y a deux camps : d'un côté la jeunesse populaire et les salariés qui revendiquent la fin du tri social dans l'éducation, la santé ou tout service utile à la population ; qui exigent que les salaires suivent les prix avec un rattrapage de 600 ou 700 euros mensuels et un Smic à 2200 euros nets pour ne pas être dans le rouge dès le 10 du mois ; qui veulent vivre de leur travail donc interdire les licenciements et partager la tâche entre tous pour en finir avec le chômage. De l'autre côté, Total, profiteur de guerre qui rackette les automobilistes, Bolloré qui vomit sa haine raciste, Dassault qui s'engraisse sur des budgets militaires en hausse. Cette bourgeoisie ne feint l'empathie que pour les « commerçants », comme si elle vivait la même vie que des petits entrepreneurs indépendants. Pour les autres, ceux qui produisent toutes les richesses qu'elle accapare, c'est la matraque, la division raciste et le choix électoral entre Macron ou son clone Le Pen.

La démonstration est faite : les classes populaires ont la force du nombre et la détermination de se battre pour l'émancipation et la justice sociale. Pour faire plier ce pouvoir radicalisé, il faut maintenant s'attaquer au cœur du problème : bloquer la machine à profits par la grève. C'est ce qu'il faut préparer en discutant et en s'organisant à la base, syndiqués et non syndiqués, et en manifestant samedi 31 octobre, puis mardi 3 novembre avec les lycéens, pour un 5 novembre qui soit le début d'une grève générale !

5 NOVEMBRE, JOURNÉE DE GRÈVE ET MANIFESTATION

À STRASBOURG: RDV 14h
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

Question de point de vue
Les manifestations vues par les médias, c'est du verre brisé et des poubelles qui brûlent. Les manifestations vues de l'intérieur, c'est des pancartes hilarantes, des chars de carnaval, des costumes humoristiques, des pistolets à bulles, des instruments de musique en tous genre et des jeunes qui dansent et chantent. C'est des dizaines de milliers de personnes (jusqu'à 30 000 à Strasbourg !) qui partagent leur colère mais aussi leur joie d'être ensemble dans la rue.

Gestes non commerciaux
A Strasbourg, les manifestations rencontrent un grand soutien. Des gens applaudissent depuis leurs fenêtres ou proposent à boire aux manifestants. Malgré un traitement médiatique centré sur la casse et la violence, plusieurs commerçants se solidarisent avec le mouvement. Certains les encouragent sur le pas de leur porte ou les ravitaillent en eau, d'autres leur ouvrent leur boutique pour qu'ils se mettent à l'abri des charges de la police.

Petit Best Of des pancartes rencontrées dans les manifestations à Strasbourg :
:

« Trop jeunes pour être écoutés mais assez grands pour être gazés ».

« La police nous prothèse ».

« Les lycéens visent le bac, la bac vise la tête ».

« Les feux de poubelles, ça ne fait peur qu'aux ordures ».

« Je suis venu parce que j'avais peur de venir ».

« On manque nos leçons pour vous en donner une ».

Face à un gouvernement en panne d'inspiration, qui ne connaît que la brutalité, les jeunes débordent d'inventivité. Bon courage à l'IA pour faire mieux qu'une jeunesse qui a décidé de se lever pour son avenir.

Allons chercher les vrais pilleurs !
Quand les grands médias parlent de la mobilisation de ces dernières semaines, c'est beaucoup de temps d'antenne pour les pillages et la casse, et quasiment rien pour les revendications légitimes des centaines de milliers de personnes sorties dans la rue. Pourtant, ces revendications sont claires : aller prendre l'argent là où il est, dans les poches des vrais pilleurs (Bolloré, Arnault, Mulliez, Pouyanné...) et l'utiliser pour réparer les dégâts causés par les vrais casseurs (Macron et ses gouvernements) à nos services publics essentiels, comme l'école ou l'hôpital.

Ils creusent encore
A l'équipement, la direction veut à nouveau supprimer des postes. Selon les bruits de couloir, ça concernerait 7 emplois à Strasbourg et alentours.
À la voie, au service électrique ou aux caténaires, on est de moins en moins nombreux. La production s'en ressent, parfois on a du mal à tenir les tableaux d'astreinte et ça devient difficile de travailler en sécurité avec des effectifs réduits. Pour entretenir le réseau il faut du monde. On veut des embauches.

Trajets en classe éco
Nos effectifs sont tellement faibles qu'on est rarement tous réunis dans les brigades. Entre ceux qui sont sur les chantiers de nuit, de jour, d'astreinte… on est toujours éparpillés, chacun de son côté. Malgré ça, la direction veut encore nous enlever des véhicules. Faudra-t-il se rendre sur le chantier avec la CTS ? A cheval ? Ça coûtera moins cher mais c'est moins pratique pour transporter le matériel.

La direction prend la mesure du réchauffement climatique
Dans les postes d'aiguillage, la direction a distribué des règles pour nous sensibiliser à l'écologie. Sur le modèle des « règles qui sauvent », elles reprennent différentes « règles qui sauvent la planète » (trier les déchets, recycler…) L'ennui, c'est que les règles en question sont tellement low cost qu'il est impossible de tirer un trait avec. « Éviter de produire des objets inutiles en plastique qui vont finir à la poubelle dès la première utilisation » ça devrait pourtant être la règle non ? Avec des mesures comme ça, la planète est mal barrée.

Le temps c'est de l'argent
En ce moment au TCB les contrôles horaires deviennent hebdomadaires et on peut se prendre une demande d'explication si on arrive 1 minute en retard. La direction mettra-t-elle des DE aux pièces et appro qui arrivent en retard dans nos chantiers ?

Les portes du pénitencier...
Des fois à Bischheim, en plus des chefs, on peut croiser la SUGE à la sortie. On ne savait pas qu'en passant le portail on était condamnés pour grand banditisme. C'est sans doute pour ça dans les ateliers qu'on porte tous du orange. Manque plus qu'à casser des cailloux et l'été on pourrait se croire dans un pénitencier du Texas.